

RND

Les redresseurs ont-ils perdu la bataille ?

Les membres du Mouvement de redressement seraient sur le point de perdre la bataille qui les oppose au clan des cadres installés par le secrétaire général déchu, Ahmed Ouyahia. Ces derniers contrôlent les principales instances dirigeantes et se préparent à organiser un congrès sur mesure.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les membres du Mouvement de sauvegarde du Rassemblement national démocratique n'ont pas réussi à prendre le dessus sur l'équipe d'Ahmed Ouyahia.

Le groupe mené par Yahia Guidoum a certes pu démettre l'ex-secrétaire général dans des délais record mais il risque d'échouer dans son projet de «redressement» du RND. «Les pro-Ouyahia, qui sont aujourd'hui rassemblés autour de Abdelkader Bensalah, contrôlent tous les leviers du parti. S'il n'y a pas un sursaut très rapidement, le prochain congrès permettra de conforter le système mis en place ces dernières années par Ouyahia», explique un cadre de l'Ouest, proche de la tendance de Yahia Guidoum. Selon lui, tout a débuté dès l'installation de Abdelkader Bensalah en qualité de secrétaire général par intérim. «Notre groupe a soutenu la nomination de Bensalah car nous estimions qu'il était le mieux indiqué, de par sa sagesse, pour assurer la direction du parti durant une phase transitoire. D'ailleurs, dans son discours, le jour de l'installation, il a clairement déclaré qu'il avait l'ambition de mettre fin au conflit et de rassembler tous les militants et les cadres du RND. Mais

les événements qui suivront ont démontré que nous étions dans le faux.»

En fait, il semblerait que la première action de Abdelkader Bensalah ait été de «défendre» certains coordinateurs de wilaya rejetés par la base. «Les responsables du mouvement de redressement ont adressé au secrétaire général par intérim une liste de 15 coordinateurs qui sont la cause de la marginalisation de nombreux cadres. Ils sont notamment à la tête des structures de wilaya à Blida, Chlef, Bouira, Béjaïa, Mila, Constantine, Oran, Alger, Tissemsilt, El Bayadh ou encore Sétif. Bensalah a expliqué qu'il ne pouvait prendre de décision contre des cadres sans leur donner la possibilité de se défendre», explique notre source. Abdelkader Bensalah a donc engagé une série de rencontres avec les coordinateurs pour entendre leur version des faits. Mais il a été incapable de prendre des mesures fermes. «Aujourd'hui, la situation est telle que les coordinateurs sont devenus les patrons du Rassemblement national démocratique. Nous sommes confrontés à de véritables barons qui contrôlent les structures locales du parti. Du temps de Ahmed Ouyahia, ils se faisaient appeler "les chefs de secteurs". Ce



Les pro-Ouyahia contrôlent tous les leviers du parti.

son eux qui bloquent le processus de préparation du prochain congrès. La colère des militants de base est due, notamment, à la fermeture de la majorité des bureaux communaux, d'où l'impossibilité d'organiser des élections pour les nombreux congressistes.»

Une situation que les membres de la direction provisoire connaissent parfaitement. Lors des réunions du Bureau national permanent de préparation du congrès, ses membres ont,

à plusieurs reprises, constaté le blocage du processus au niveau local. Mais ils ne semblent pas prêts à prendre des mesures pour un retour rapide à la normale. «Cette instance exécutive est aujourd'hui entre les mains de Bensalah. Pourtant, lors de sa création, les deux tendances devaient être représentées en son sein à parité égale. Nous avions d'un côté Yahia Guidoum, Tayeb Zitouni, Bekhti Belaïb et Hammaï Laroussi. Et de l'autre, Abdelkader Bensalah,

Abdelkader Malki, Abdelkrim Harchaoui et Mohamed Tahar Bouzghoub. Mais voilà, l'équilibre a été brisé avec la nomination de Nouara Djaâfar et de Nawel Ag Ayad qui lui sont proches.» Notre interlocuteur estime que le «chef d'orchestre» de l'ensemble des coordinateurs de wilaya n'est autre que Mohamed Tahar Bouzghoub. «C'est lui qui est chargé de gérer les activités des responsables au niveau local. Il connaît parfaitement les rouages du parti, les intérêts de tous les acteurs et profite aussi de son statut d'ancien officier de l'armée.» Il semble que ce groupe ait également réussi à «retourner» certains responsables censés représenter le Mouvement de sauvegarde du RND. C'est notamment le cas de Bekhti Belaïb qui avait été chargé de dresser le bilan des activités des 48 coordinateurs de wilaya et de rédiger un rapport détaillé sur les dépassements. «Une mission qu'il n'a toujours pas menée à terme», insiste notre source. «Nul ne peut douter de la sincérité de Yahia Guidoum dans son engagement à bâtir un parti fort. Malheureusement, nous constatons aujourd'hui qu'il est seul. La base du RND est parfaitement consciente de la situation car elle seule subit le diktat de ceux qui ont provoqué la faillite du Rassemblement national démocratique.» Les prochaines réunions de ce parti, prévues les 3 et 7 septembre prochains, risquent d'être houleuses.

T. H.

FLN : LE CALME SUCCÈDE À LA TEMPÊTE

Amar Saïdani prend possession du siège dès aujourd'hui

Après la cooptation à la hussarde de Amar Saïdani, les choses se sont considérablement tassées au Front de libération nationale. Durant le week-end, du moins. La tension est retombée de plusieurs crans depuis jeudi après-midi et le fait accompli imposé par la présidence prend son chemin inexorable.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)

- Au sortir de la session du Comité central de jeudi dernier à El-Aurassi, une sorte de trêve s'en est suivie entre les deux camps : celui du vainqueur, Amar Saïdani, qui a préféré donner deux jours de repos à ses partisans, et celui des victimes de ce coup de force, regroupés autour de Abderrahmane Belayat. Ce dernier, qui s'était rendu hier à Sétif pour assister à l'enterrement d'une parente, nous résume bien la situation : «Nous avons saisi le président de la République à travers notre communiqué rendu public jeudi, tout comme nous avons adressé une lettre au ministre de l'Intérieur et une autre au ministre de la Justice. Demain (aujourd'hui dimanche, ndr) nous allons faire appel auprès du Conseil d'Etat. Il faut que les gens qui ont enfanté cette situation de fait accompli la gèrent eux-mêmes.»

Aussi, Belayat estime que, «désormais, la bataille sera juridique avec un contenu politique». Il exclut dès lors tout risque d'affrontement. «Non, il ne s'agit pas et ne s'agira jamais d'une bataille physique. Moi en tout cas, je suis un homme politique et je n'ai pas de sbires.» Autrement dit, l'installation officielle de Amar Saïdani et de son équipe dans les locaux du parti à Hydra se fera dans le calme.

D'ailleurs, hier, dans l'après-midi, une grande opération de nettoyage des locaux (au sens propre) avait été entreprise en prévision de l'installation du nouveau secrétaire général programmée pour aujourd'hui à 8 h 30. Le successeur de Abdelaziz Belkhadem aura pour première mission, la préparation de la cérémonie officielle d'ouverture de la session d'automne du Parlement prévue pour demain lundi. Pour éviter tout risque de dérapage au sein

d'aujourd'hui à 8 h 30. Le successeur de Abdelaziz Belkhadem aura pour première mission, la préparation de la cérémonie officielle d'ouverture de la session d'automne du Parlement prévue pour demain lundi. Pour éviter tout risque de dérapage au sein

du groupe majoritaire à l'Assemblée populaire nationale en raison des graves conflits autour du renouvellement des structures permanentes, Amar Saïdani a préféré laisser les choses en l'état : maintenir l'équipe sortante pour la cérémonie d'ouverture et procéder au renouvellement des structures ultérieurement par voie d'élections. Reste maintenant le plus important, la composante du nouveau bureau politique. «Cela va

prendre du temps. Probablement, cela attendra jusqu'à la fin septembre, car le choix de la composante du bureau politique obéit à plusieurs paramètres exogènes au parti», nous confie une source bien informée. En fait, le bureau sera constitué de l'extérieur par l'entourage de Bouteflika. Cela se fera certainement après le remaniement ministériel prévu courant septembre. Il est également préférable, selon notre

source, «de laisser les choses se tasser davantage pour entamer des négociations avec l'autre camp en vue d'intégrer des représentants dans le bureau politique pour contenir la crise et pouvoir ainsi convoquer une nouvelle session du Comité central dans des conditions moins tendues que celles de jeudi dernier». Voilà comment les choses se passent au plus vieux parti d'Algérie.

K. A.

KARIM TABBOU :

«La crise de confiance profite au pouvoir»

Pour le porte-parole de l'UDS, Karim Tabbou, le pouvoir a œuvré pendant 20 ans et plus, à tuer dans l'œuf, toute initiative participant à tirer la société algérienne vers le haut, au point de provoquer une crise de confiance profonde et surtout à effet dérisoire : une jeunesse qui se moque de son propre sort.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - L'ex-secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), Karim Tabbou, aujourd'hui porte-parole de l'Union démocratique et sociale (UDS), pense que ce que vit aujourd'hui l'Algérie est le pire des scénarios qui puisse être «conçu» pour l'avenir d'une nation.

Même s'il reste optimiste, manifestant sa grande confiance pour le génie du peuple algérien, afin de renverser la donne, il remet néanmoins en question ce qu'il qualifie d'attitude opportuniste et dérisoire. Il évoque justement cette manœuvre qui consiste à «priver les Algériennes et les Algériens, de tout développement, qu'il soit culturel, social, économique et surtout intellectuel», dans le seul but de perpétuer la survie d'un système qui se nourrit de mépris et de mensonges, en s'appuyant sur une éphémère

rente pétrolière. Ce qui a provoqué à ses yeux, un effet dérisoire, c'est-à-dire un réflexe fabriqué chez une jeunesse qui dénie toute initiative qu'elle soit politique, culturelle, sociale ou autre. Un réflexe d'auto-destruction, de tout ce qui peut tirer la société algérienne vers le haut. Née d'une perte de confiance profonde, ce fatalisme dont souffre la société algérienne, fait que «le pays n'a jamais atteint un tel niveau d'immoralité, de désespoir et de désordre social». Mais Karim Tabbou qui appelle à une prise de conscience chez la société civile, explique que l'inaction a permis aux cercles obscurs, «la généralisation de la corruption et sa banalisation, l'institutionnalisation des pratiques sectaires et régionalistes...», qui pèsent lourdement sur «l'unité et la cohésion nationale», étant donné que le pays «est sujet à toutes les

évolutions négatives» et que, surtout, «l'Etat est déliquescence et le risque de son anéantissement est bien réel». D'où la nécessité, pour le porte-parole de l'UDS de faire de la politique plutôt que d'opter pour la chaise vide. «Le pire des politiques c'est de ne pas faire de politique», conclut-il, tout en précisant que dans pareils cas ce sont les «autres qui feront de la politique à vos dépens». Pour mettre à la lumière du jour toutes les difficultés bureaucratiques, auxquelles son parti a eu à faire face, Karim Tabbou a usé d'une phrase qui résume le reste : «C'est plus facile, en Algérie, de constituer une association de malfaiteurs qu'un parti politique.» En soutenant que le législateur a délibérément créé des vides juridiques dans la législation algérienne, afin de permettre au pouvoir une certaine approximation et surtout flexibilité dans l'interprétation de la loi, le conférencier persiste et signe : «Nous avons su dès le départ que notre combat politique allait commencer avant même de créer le parti qui serait appelé à l'encadrer.» Une manière d'avouer, qu'il

faut faire dans la «politique justifiée», avant d'espérer avoir le sigle qui y sied. Chose que d'ailleurs, il a totalement rejetée suivant ses insinuations, insistant encore plus sur la nécessité d'un changement de cap sérieux dans le pays. «Le cas contraire serait tourner le dos à l'espoir», martèle-t-il. La solution que propose l'UDS, explique Karim Tabbou, pour justement œuvrer à ce changement de cap, du moins au niveau de son parti politique, c'est de «ne pas faire semblant que le pays fonctionne». Enfin Karim Tabbou, qui rappelle que le dossier constitutif de l'UDS a été déposé le 10 mars 2013, fait savoir que l'autorisation a été accordée le 17 juillet, pour tenir le congrès, évoquant une série de pratiques bureaucratiques que les 95 membres fondateurs ont eu à subir, souvent pour un simple document attestant la nationalité ou encore l'extrait de naissance (S12). Enfin, sur les 95 membres fondateurs de l'UDS, Karim Tabbou a tenu à préciser que 53 sont de formation universitaire.

M. M.